En Italie, la nomination de l'ex-ministre Sandro Gozi comme chargé de mission à Matignon crée la polémique

03/08/2019 à 7h10

Nommé auprès de Matignon, Sandro Gozi, ex-ministre italien élu aux Européennes sur la liste LREM, est accusé de «trahison» par le vice-premier ministre Luigi Di Maio, leader du Mouvement cinq étoiles (M5S). Avec l'extrême droite italienne, il évoque la possibilité de le déchoir de sa nationalité.

Un ancien ministre italien du démocrate Matteo Renzi nommé au gouvernement d'Emmanuel Macron? Voilà qui ne passe pas pour le gouvernement de Luigi Di Maio (Mouvement cinq étoiles M5S) et de Matteo Salvini (Ligue). **Le 28 juillet, Le Figaro révélait que l'Italien Sandro Gozi, 51 ans, numéro 22 sur la liste Renaissance lors des dernières élections européennes, allait rejoindre Matignon en tant que chargé de mission. Cet ancien secrétaire d'État italien aux Affaires européennes sous le gouvernement Renzi devrait y rester jusqu'à ce que le Brexit lui permette de prendre son siège d'eurodéputé au Parlement européen.** Sandro Gozi incarne tout ce que le gouvernement antisystème et souverainiste de Salvini et Di Maio déteste: une ligne libérale-démocrate et une europhilie revendiquée. […]

«*Tu travailles pour le gouvernement italien, tu représentes et tu sers l'État italien et puis à un certain point tu le trahis et tu vas t'enrôler dans les rangs d'un autre gouvernement*», s'est insurgé Luigi Di Maio. «*Alors il faut réfléchir si on doit lui enlever la nationalité car nous sommes face à quelque chose d'inquiétant, un de nos secrétaires d'État devient*

maintenant membre d’un autre gouvernement avec lequel nous avons de nombreux points en commun mais aussi des intérêts divergents», a ajouté le vice-président du Conseil.